

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 81 — 276

30 DÉCEMBRE 1960. — Arrêté ministériel portant création de Comités consultatifs auprès des agences de reconversion et de rénovation de la Société Régionale d'Investissement de Wallonie

Le Secrétaire d'Etat à la Région Wallonne,

Vu la loi spéciale du 8 août 1960 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal du 4 avril 1960 relatif aux interventions en faveur de la reconversion et de la rénovation industrielle de la Région Wallonne, notamment les articles 4 et 6;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1960 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région Wallonne;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Région Wallonne du 30 décembre 1960;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. Il est établi un Comité consultatif dans chacune des sept zones définies par l'article 2 de l'arrêté royal du 4 avril 1960 relatif aux interventions en faveur de la reconversion et de la rénovation industrielle de la Région wallonne.

Art. 2. Chaque Comité conseille l'agence de reconversion et de rénovation compétente dans la recherche, l'appréciation et la sélection de nouveaux projets industriels à réaliser dans la zone.

En cas de réalisation des projets, le Comité veille également à leur suivi.

Art. 3. § 1. Chaque Comité est composé de 24 membres et est constitué, dans le respect des principes fixés à l'alinéa 3 de l'article 6 de l'arrêté royal du 4 avril 1960 précité, de représentants des pouvoirs publics, des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs.

§ 2. Il faut entendre au sens du présent arrêté :

1° par pouvoirs publics, le Conseil Régional Wallon, les conseils provinciaux, les conseils communaux et les associations intercommunales de développement;

2° par organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, celles représentées au sein du Conseil Economique Régional pour la Wallonie.

Art. 4. En plus des membres prévus à l'article 3 et pour des raisons exceptionnelles, cinq autres membres au plus peuvent être désignés parmi les représentants des entreprises publiques ou mixtes, des établissements d'enseignement, de recherche ou de crédit et des associations à but économique, telles les Chambres économiques, les Chambres de Commerce et les Chambres de Métiers et Négoces.

Ces membres ne peuvent siéger en qualité de représentant des pouvoirs publics ou des organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs; leur désignation ne peut porter atteinte aux principes fixés à l'alinéa 3 de l'article 6 de l'arrêté royal du 4 avril 1960.

Art. 5. Le Comité consultatif de la zone de Verviers comprend au moins six membres résidant dans la région de langue allemande ou y exerçant l'activité en raison de laquelle ils sont nommés.

Art. 6. § 1. Les représentants des pouvoirs publics sont désignés sur présentation des formations politiques composant le Conseil Régional Wallon. Ils comptent un ou plusieurs délégués des intercommunales de développement.

Le nombre global des mandats attribués à chaque formation politique s'obtient en multipliant le nombre de membres du C.R.W. appartenant à chaque formation par le rapport entre le nombre total de mandats réservés dans les Comités consultatifs aux pouvoirs publics et le nombre de membres du C.R.W.

Si le chiffre obtenu comporte une fraction, il est arrondi à l'unité supérieure ou inférieure selon que la fraction est supérieure ou non à une demi unité.

§ 2. Sans préjudice des chiffres globaux obtenus en application du § 1er, il est tenu compte de la représentativité réelle de chaque formation politique au niveau de chaque zone.

Art. 7. Les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs se concertent, chacun pour leur part, en invitant s'il échet, toutes autres organisations de leur choix afin de répartir entre elles, dans chaque zone, le nombre de mandats qui leur est attribué.

Art. 8. § 1. Après consultation de l'agence intéressée, l'Exécutif procède, conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 4 avril 1960 relatif aux interventions en faveur de la reconversion et de la rénovation industrielle de la Région Wallonne, à la désignation des membres de chaque Comité sur des listes doubles de membres effectifs et de listes doubles de membres suppléants élaborées :

— par les formations politiques pour chaque mandat qui leur est attribué en vertu de l'article 6;

— par les organisations de travailleurs et d'employeurs pour chaque mandat qui leur est attribué en vertu de l'accord intervenu à l'issue de la concertation prévue à l'article 7;

si l'accord n'intervient pas dans le délai prescrit par l'Exécutif, ce dernier attribue lui-même les mandats;

— par les Comités consultatifs pour les membres visés à l'article 4.

§ 2. Les listes doubles sont communiquées à l'Exécutif par les formations et organisations précitées et par les Comités pour les membres visés à l'article 4.

Art. 9. § 1. Les membres des Comités sont désignés pour une période de quatre ans.

Sauf exception motivée, ils doivent résider effectivement dans la zone du Comité dont ils sont membres ou y exercer l'activité en raison de laquelle ils ont été nommés, sous peine de démission d'office.

Nul ne peut être membre de plus d'un Comité consultatif.

§ 2. Chaque Comité comprend, outre les membres effectifs prévus aux articles 3 et 4, un nombre égal de membres suppléants. Dans chaque groupe, les membres suppléants remplacent définitivement les membres effectifs en cas de décès ou de démission et achèvent le mandat de ces derniers. A titre exceptionnel, un membre effectif peut être remplacé pour une réunion par un membre suppléant de son groupe, pour autant que l'agence concernée en soit préalablement informée.

§ 3. Les membres remplissent leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leur successeur.

Art. 10. § 1. Chaque Comité arrête son règlement d'ordre intérieur.

Il élit son président en son sein;

§ 2. Le secrétariat du Comité est assuré par l'agence de reconversion compétente.

§ 3. Chaque Comité peut s'adjoindre des experts pour des réunions ou des dossiers déterminés.

Les experts n'ont pas voix délibérative.

Art. 11. Lorsque le ressort territorial d'une agence s'étend sur plusieurs zones, les Comités établis pour ces zones siègent en commun une fois par an au moins.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 décembre 1960.

Le Secrétaire d'Etat à la Région Wallonne
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne,
J.-M. DEHOUSSE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 81 — 276

30. DEZEMBER 1980. — Ministerialerlass zur Einsetzung von Beratungsausschüssen bei den Dienststellen der wallonischen Regionalinvestitionsgesellschaft für Umstellung und Sanierung

Unter Berücksichtigung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Unter Berücksichtigung der königlichen Verordnung vom 4. April 1980 bezüglich Subventionen für industrielle Umstellung und Sanierung in der wallonischen Region, u.a. Artikel 4 und 6;

Unter Berücksichtigung der königlichen Verordnung vom 4. Dezember 1980 zur Festlegung der Zuständigkeiten der Minister für die Angelegenheiten der wallonischen Region;

Aufgrund der Beratung der wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1980;

Unter Berücksichtigung des Gutachtens des Staatsrates,

verordnet der Staatssekretär für die wallonischen Region :

Artikel 1. In jedem der sieben in Artikel 2 der königlichen Verordnung vom 4. April 1980 bezüglich Beihilfe für industrielle Umstellung und Sanierung in der wallonischen Region bestimmten Gebietsteil wird ein Beratungsausschuss eingesetzt.

Art. 2. Jeder Ausschuss steht der zuständigen Geschäftsstelle für Umstellung und Sanierung bei der Suche, der Bewertung und der Auswahl neuer Industrievorhaben, die in diesem Gebietsteil verwirklicht werden könnten, mit seinen Ratschlägen bei.

Bei Verwirklichung dieser Vorhaben hat der Ausschuss ebenfalls aufmerksam für deren Ausführung zu sorgen.

Art. 3. § 1. Jeder Ausschuss besteht aus 24 Mitgliedern und ist unter Beachtung der in Artikel 6, Absatz 3 der bereits erwähnten königlichen Verordnung vom 4. April 1980 festgesetzten Richtlinien aus Vertretern der öffentlichen Behörden sowie der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen zu bilden.

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Erlasses sind :

1° unter öffentlichen Behörden, der wallonischen Regionalrat, die Provinzial- und Gemeinderäte sowie die interkommunalen Entwicklungsverbände, und

2° unter Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen, die im Regionalwirtschaftsrat für die Wallonie vertretenen Organisationen zu verstehen.

Art. 4. Zusätzlich zu den in Artikel 3 angegebenen Mitgliedern dürfen aus Sondergründen höchstens fünf weitere Mitglieder unter den Vertretern der öffentlichen oder gemischtwirtschaftlichen Unternehmen, der Unterrichts-, Forschungs- oder Kreditanstalten und den Wirtschaftsvereinigungen wie Wirtschafts-, Handels- sowie Handwerks- und Gewerbekammern bezeichnet werden.

Diese Mitglieder dürfen nicht als Vertreter der öffentlichen Behörden oder der Arbeitnehmer- bzw. Arbeitgebervertreterorganisationen tagen; ihre Bezeichnung darf nicht gegen die in Artikel 6, Absatz 3 der königlichen Verordnung vom 4. April 1980 festgelegten Richtlinien verstossen.

Art. 5. In dem Beratungsausschuss des Gebietsteiles Verviers müssen sich mindestens sechs Mitglieder befinden, die im deutschsprachigen Gebiet ansässig sind bzw. dort eine Tätigkeit ausüben, aufgrund deren sie bezeichnet werden.

Art. 6. § 1. Die Vertreter der öffentlichen Behörden werden auf Vorschlag der den wallonischen Regionalrat bildenden politischen Formationen bezeichnet. Darunter müssen sich ein oder mehrere Beauftragte der interkommunalen Entwicklungsgesellschaften befinden.

Die Gesamtzahl aller einer jeden politischen Formation zustehenden Mandate wird entsprechend dem Verhältnis zwischen den insgesamt den öffentlichen Behörden in den Beratungsausschüssen zustehenden Mandaten und der Mitgliederzahl des W.R.R. (wallonischen Regionalrates) berechnet.

Enthält das errechnete Ergebnis eine Bruchzahl dann ist auf- oder abzurunden, je nachdem die Bruchzahl grösser oder kleiner ist als eine halbe Einheit.

§ 2. Unbeschadet der entsprechend § 1 errechneten Gesamtzahlen ist die tatsächliche Stärke jeder politischen Formation in dem betreffenden Gebietsteil zu berücksichtigen.

Art. 7. Die Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertreterorganisationen stimmen sich miteinander über den ihnen zustehenden Anteil ab und ziehen gegebenenfalls alle weiteren, ihnen zusagende Organisationen dabei hinzu, um in jedem einzelnen Gebietsteil die ihnen zugewiesenen Mandate unter sie aufzuteilen.

Art. 8. Nach Beratung mit der Geschäftsstelle nimmt die Exekutive gemäss Artikel 6 der königlichen Verordnung vom 4. April 1980 über die Beihilfen für industrielle Umstellung und Sanierung in der wallonischen Region die Bezeichnung der Mitglieder eines jeden Ausschusses vor und zwar nach Doppellisten für die Mitglieder sowie Doppellisten für die Ersatzmitglieder, die durch folgende Gruppen aufgestellt wurden :

— durch die politischen Formationen, für die ihnen entsprechend Artikel 6 zugeteilten Mandate;

— durch die Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen, für die ihnen aufgrund der getroffenen Vereinbarung nach der in Artikel 7 vorgesehenen Abstimmung zugewiesenen Mandate, erfolgt keine Einigung binnen der von der Exekutive gesetzten Frist, so wird letztere selbst die Mandate zuteilen;

— durch die Beratungsausschüsse, für die in Artikel 4 ausgewiesenen Mitglieder.

§ 2. Die Doppellisten sind der Exekutive von den vorerwähnten Formationen und Organisationen, sowie von den Ausschüssen für die in Artikel 4 angegebenen Mitglieder zurustellen.

Art. 9. § 1. Die Ausschussmitglieder werden für eine Dauer von vier Jahren ernannt.

Abgesehen von begründeten Ausnahmen, müssen die Mitglieder tatsächlich in dem Gebietsteil ansässig sein, wofür der betreffende Ausschuss zuständig ist, oder dort die Tätigkeit ausüben, aufgrund deren sie ernannt wurden, andernfalls sind sie von Amts wegen ihres Mandates enthoben.

Die Mitgliedschaft bei mehreren Beratungsausschüssen ist unzulässig.

§ 2. Ausser den in Artikel 3 und Artikel 4 angegebenen Mitgliedern gehören einem Ausschuss noch eine gleiche Anzahl Ersatzmitglieder an. Die Ersatzmitglieder nehmen in jeder Gruppe endgültig die Stelle der Mitglieder bei deren Ableben oder Ausscheiden ein und beenden das entsprechende Mandat. In Ausnahmefällen darf bei einer Versammlung ein Ersatzmitglied ein Mitglied der entsprechenden Gruppe vertreten, sofern die betreffende Geschäftsstelle vorher davon in Kenntnis gesetzt wurde.

§ 3. Die Mitglieder üben ihr Amt bis zur Übernahme durch ihren Nachfolger aus.

Art. 10. § 1. Jeder Ausschuss beschliesst eine eigene Geschäftsordnung.

Die Ausschussmitglieder wählen den Vorsitzenden aus ihren Reihen.

§ 2. Die Schriftführung wird von der zuständigen Geschäftsstelle für industrielle Umstellung und Sanierung gewährleistet.

§ 3. Die Ausschüsse können für bestimmte Versammlungen oder Vorgänge Sachverständige hinzuziehen.

Die Sachverständigen haben keine beratende Stimme.

Art. 11. Falls die territoriale Zuständigkeit einer Geschäftsstelle sich über mehrere Gebietsteile erstreckt, dann müssen die für diese Gebietsteile eingesetzten Ausschüsse mindestens einmal im Jahr zu einer gemeinschaftlichen Sitzung zusammentreten.

Art. 12. Der Vorliegende Erlass tritt mit dem Tage der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt (*Moniteur belge*) in Kraft.

Brüssel, am 30. Dezember 1980.

Der Staatssekretär für die wallonischen Region,

M. WATHELET

Der Minister der wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 81 — 276

30 DECEMBER 1980. — Ministerieel besluit houdende inrichting van Raadgevende Comité's bij de reconversie- en vernieuwingsagentschappen van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië

De Staatssecretaris voor het Waalse Gewest.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 april 1980 betreffende de tegemoetkomingen ten gunste van de reconversie en de industriële vernieuwing van het Waalse Gewest, inzonderheid op artikels 4 en 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 december 1980 houdende vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van het Waalse Gewest van 30 december 1980;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een Raadgevend Comité ingericht in elk der zeven zones bepaald bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 betreffende de tegemoetkomingen ten gunste van de reconversie en de industriële vernieuwing van het Waalse Gewest.

Art. 2. Ieder Comité adviseert het bevoegde reconversie- en vernieuwingsagentschap in de opsporing, de beoordeling en de selectie van in de zone uit te voeren nieuwe industriële projecten.

In geval van verwezenlijking van de projecten, zorgt het Comité eveneens voor de goede verderuitvoering ervan.

Art. 3. § 1. Ieder Comité telt 24 leden en is samengesteld, met inachtneming van de bij het derde lid van artikel 6 van het bovengenoemd koninklijk besluit van 4 april 1980 vastgestelde beginselen, uit vertegenwoordigers van de overheid en van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties.

§ 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° overheid, de Waalse Gewestraad, de provinciale raden, de gemeentelijke raden en de ontwikkelingsintercommunales;
- 2° representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, degene die in de schoot van de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië vertegenwoordigd zijn.

Art. 4. Naast de bij artikel 3 voorziene leden en om uitzonderlijke redenen, kunnen hoogstens vijf andere leden worden aangeduid onder de vertegenwoordigers van de openbare of gemengde ondernemingen, de onderwijs-, vorsings- of kredietinstellingen en de verenigingen met economisch oogmerk zoals de Economische Kamers, de Kamers van Koophandel en de Kamers voor Ambachten en Neringen.

Die leden mogen niet zetelen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de overheid of van de representatieve werknemers- of werkgeversorganisaties; hun aanduiding mag geen afbreuk doen aan de bij het derde lid van artikel 6 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 vastgestelde beginselen.

Art. 5. Het Raadgevend Comité van de zone van Verviers telt ten minste zes leden die in het Duitstalig gebied wonen of die daar de activiteiten uitoefenen op grond waarvan ze benoemd zijn.

Art. 6. § 1. De vertegenwoordigers van de overheid worden aangeduid op voordracht van de politieke formaties die de Waalse Gewestraad samenstellen. Ze tellen een of meerdere afgevaardigden van de ontwikkelingsintercommunales.

Het globaal aantal dat aan elke politieke formatie toegekende mandaten wordt bekomen door het aantal leden van de W.G.R. die tot elke formatie behoren door de verhouding tussen het totaal aantal mandaten die in de Raadgevende Comité's aan de overheid voorbehouden zijn en het aantal leden van de W.G.R. te vermenigvuldigen.

Indien het bekomen cijfer een breuk vertoont, wordt het tot de hogere of de lagere eenheid afgerond naar gelang de breuk een halve eenheid al dan niet overschrijft.

§ 2. Onverminderd de in toepassing van § 1 bekomen globale cijfers wordt rekening gehouden met de werkelijke representativiteit van elke politieke formatie op het niveau van iedere zone.

Art. 7. De representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties plegen van weerszijde overleg met in voorkomend geval alle andere organisaties die ze kiezen uit te nodigen ten einde in iedere zone het aantal toegekende mandaten onder elkaar te verdelen.

Art. 8. § 1. Na raadpleging van het betrokken agentschap gaat de Executieve over, overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 betreffende de tegemoetkomingen ten gunste van de reconversie en de industriële vernieuwing van het Waalse Gewest, tot de aanduiding van de leden van ieder Comité uit dubbellijsten van vaste leden en uit dubbellijsten van waarnemende leden welke opgesteld worden :

— door de politieke formaties voor elk mandaat dat hen krachtens artikel 6 toegekend wordt;

— door de werknemers- en werkgeversorganisaties voor elk mandaat dat hen krachtens het na het bij artikel 7 voorziene overleg bekomen akkoord toegekend wordt;

Indien geen akkoord wordt bekomen binnen de door de Executieve voorgeschreven termijn, kent deze laatste de mandaten zelf toe;

— door de Raadgevende Comité's voor de bij artikel 4 bedoelde leden.

§ 2. De dubbellijsten worden aan de Executieve overgemaakt door voornoemde formaties en organisaties en door de Comité's voor de bij artikel 4 bedoelde leden.

Art. 9. § 1. De leden van de Comité's worden aangeduid voor een periode van vier jaar.

Behoudens gegronde uitzondering moeten zij werkelijk wonen in de zone van het Comité waarvan zij lid zijn of daar de activiteit uitoefenen op grond waarvan ze benoemd werden, op straf van ambtshalve ontslag.

Niemand mag lid zijn van meer dan één Raadgevend Comité.

§ 2. Ieder Comité telt, naast de bij artikelen 3 en 4 voorziene vaste leden, een gelijk aantal waarnemende leden. In iedere groep worden de vaste leden door de waarnemende leden voorgoed vervangen in geval van overlijden of ontslag en beëindigen het mandaat van deze laatsten. Bij uitzondering mag voor een vergadering een vast lid door een waarnemend lid van zijn groep worden vervangen, voor zover het betrokken agentschap ervan voorafgaandelijk in kennis wordt gesteld.

§ 3. De leden oefenen hun functies uit totdat ze door hun opvolger worden vervangen.

Art. 10. § 1. Ieder Comité legt zijn huishoudelijk reglement vast.

Het kiest zijn voorzitter uit zijn midden.

§ 2. Het bevoegde reconversieagentschap is met het secretariaat van het Comité belast.

§ 3. Ieder Comité mag zich voor bepaalde vergaderingen of dossiers door deskundigen laten bijstaan.

De deskundigen hebben geen beraadslagende stem.

Art. 11. Als het werkgebied van een agentschap over meerdere zones verspreid is zetelen de voor deze zones ingerichte Comité's gezamenlijk ten minste een keer per jaar.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel, 30 december 1980.

De Staatssecretaris voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest,
J.-M. DEHOUSSE